



## Licenciement en masse chez le cigarettier Altadis

Rubrique : actualités - Date : vendredi 25 juillet 2003

---

Toute la presse du jour parle du cigarettier Altadis qui envisage de licencier 1 276 personnes en France mais aussi en Espagne d'ici à 2004.

La Tribune informe que le groupe a annoncé à l'ensemble de ses salariés un projet de réorganisation qui se traduira par 533 suppressions d'emplois en France et 743 en Espagne, avec la fermeture de trois usines de cigarettes entre le début 2004 et l'été 2005. Soit une réduction nette de 10% de ses effectifs dans ces deux pays.

Le recul de la consommation des cigarettes brunes, entraînant une « surcapacité de production croissante », est une des raisons du groupe pour fermer ses usines de Lille, Séville et Tarragone afin de pouvoir regrouper sa production de brunes à Alicante, en Espagne, où ce marché est d'environ « 30% supérieur » poursuit le journal. Les ventes de tabac accusent un recul de 7,7% pour le premier semestre. Le marché des cigares et cigarillos baisse de 0,9% et celui du tabac à rouler de 1,8%, écrit Libération. « La baisse des ventes est directement rattachée à la hausse des prix intervenue en janvier 2003 » estime Jean-Paul Truchot, délégué général au Centre de documentation et d'information sur le tabac dans France Soir. Et le journal de préciser qu'il ne faut pas oublier les importants achats transfrontaliers ainsi que ceux du marché noir qui ne rentre pas en compte dans ce bilan. Pourtant, pour Le Parisien, il n'y a pas de quoi crier à la catastrophe. Car, au premier trimestre, le chiffre d'affaires et l'excédent brut d'exploitation d'Altadis ont tous deux progressé de 6,4%. Mais même bénéficiaire, poursuit le journal, le groupe franco-hispanique entend gagner en compétitivité. « Les autres cigarettiers se restructurent et se concentrent. Nous sommes obligés d'aller dans le même sens. » Dernière explication possible pour Le Parisien : éloigner le spectre d'une OPA, le britannique BAT (British American Tobacco) désirant s'emparer d'Altadis. Ce dernier reconnaît d'ailleurs que la restructuration est aussi « une des garanties de l'indépendance ». Grâce à ces mesures, les dirigeants espèrent que le cours de l'action de l'entreprise se revalorisera, ce qui éloignerait la menace d'une attaque boursière, conclut le journal.

Dans l'AFP, FO dénonce le « gâchis humain » dans l'usine de Lille suite à l'annonce par Altadis d'une réduction d'emplois de 1276 personnes. « On s'y attendait tous » affirme-t-il à l'agence. Ces réductions d'emplois étant la conséquence de la « réelle baisse de la consommation » de cigarettes, de « l'impact réel des campagnes anti-tabac » ou de la « hausse des prix ». Pour le secrétaire général de la CGT, « la nouvelle a été reçue comme une grande claque. Tout le monde est un peu assommé » ajoutant que « la moitié des gens sont en vacances et vont apprendre ça par la radio. » Il poursuit, toujours dans l'AFP : « Lille est une usine qui fait principalement des brunes et on sait que les brunes ne se portent pas très bien. Mais pour l'instant, on ne sait pas vraiment pourquoi c'est Lille qui va fermer ». Dans un communiqué commun, les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC et Unsa de l'entreprise Altadis ont estimé que les suppressions d'emplois annoncées sont le résultat de la « politique du toujours plus à l'actionnaire. Nous nous opposons à cette mesure compte tenu des résultats toujours meilleurs du groupe qui s'élèvent pour 2002 à 435 millions d'euros en augmentation de 14,5% par rapport à 2001. » reprend l'AFP. Enfin pour Martine Aubry, « rien ne peut expliquer une décision aussi brutale pendant les congés d'une partie des salariés dans un groupe dont la situation financière est bonne. » Selon elle, les dirigeants du groupe doivent s'expliquer « au delà des chiffres » sur le choix de l'usine de fabrication de Lille, dont « chacun s'accorde à reconnaître la qualité et la modernité.